



QUELLE ARTICULATION ENTRE LE CDAD ET LES SERVICES JUDICIAIRES ?

Actualisation : décembre 2017

PRÉAMBULE

La politique locale d'accès au droit est définie et mise en œuvre par le conseil départemental de l'accès au droit (CDAD) à travers un dispositif multi partenarial qui associe les juridictions, les professionnels du droit, les collectivités ainsi que de nombreux autres partenaires intervenant en particulier dans le champ de l'accès au droit.

Par ses missions, le CDAD contribue au service public de la justice.

Il est à ce titre nécessaire que le CDAD soit connu au sein de l'institution judiciaire et reconnu pour les actions qu'il mène en faveur de l'accès au droit.

Il est important que les modalités de coopération et de coordination entre le CDAD et les autres services du tribunal soient définies sous l'autorité des chefs de juridiction concernés.

Les modalités de coordination doivent en particulier être définies avec :

- Le point d'accès au droit au sein du tribunal de grande instance (PAD TGI),
- Le service d'accueil unique du justiciable (SAUJ),
- Le bureau d'aide juridictionnelle (BAJ),
- Le bureau d'aide aux victimes (BAV).

Réciproquement, il est nécessaire que les membres et partenaires du CDAD aient une bonne connaissance des différents dispositifs

mis en place par l'institution judiciaire pour faciliter l'accès au droit et l'accès à la justice.

Cette connaissance réciproque des acteurs et des dispositifs est importante pour renforcer la visibilité de l'action du CDAD mais aussi optimiser les moyens globalement mis en œuvre pour faciliter l'accès au droit et à la justice.

Le SADJAV a constaté qu'une meilleure connaissance et une meilleure articulation réciproques pouvaient être développées entre le CDAD et les différents services d'accueil du public mis en place au sein des juridictions.

Les modalités d'articulation peuvent bien sûr être différentes selon les juridictions en fonction des contextes territoriaux et de la volumétrie des flux.

LES QUESTIONS À SE POSER

- *Quelle coordination entre les différents services d'accueil du public au sein des juridictions ?*
- *Comment articuler le rôle et l'action du CDAD avec les autres dispositifs d'accueil (PAD TGI, SAUJ, BAJ, BAV) ?*

QUELS SERVICES DE LA JURIDICTION DOIVENT S'ARTICULER AVEC LE CDAD ?

Afin que le CDAD soit connu et reconnu, l'action du CDAD doit être coordonnée avec les acteurs de la juridiction. Il est important pour le développement de l'accès au droit qu'il y ait une connaissance mutuelle et une complémentarité entre le CDAD et les services de la juridiction.

Les focus ci-après sont axés sur les principaux services avec lesquels l'action du CDAD doit être coordonnée.



Les services d'accueil du réseau judiciaire

Le réseau judiciaire est constitué de la cour d'appel, du TGI, du tribunal (ou des tribunaux) d'instance (TI), du tribunal de commerce, du ou des conseils de prud'hommes, de la (ou des) maison(s) de justice et du droit (MJD).

En charge de la définition et de la mise en œuvre de la politique d'accès au droit, le CDAD est légitime à coordonner l'activité des MJD implantées sur le territoire de manière à assurer une bonne articulation des services rendus en matière d'accès au droit.

Il est, par ailleurs, important que les services d'accueil de ces structures (en présentiel ou à distance) aient une bonne connaissance de ce qu'est le CDAD, de son rôle et des principaux points ou relais d'accès au droit (PAD / RAD) mis en place par le CDAD. Les ressources qui assurent l'accueil des publics doivent savoir informer et orienter les personnes vers le CDAD.



Le point d'accès au droit au sein d'un TGI (PAD TGI)

Le PAD TGI a pour missions :

- D'écouter et analyser la demande ;
- D'orienter vers des permanences d'accès au droit, vers un médiateur / conciliateur, une association spécialisée (famille, surendettement, travail, étrangers, consommation, etc.),

- De proposer des consultations juridiques par un professionnel du droit le cas échéant,
- D'informer sur les démarches d'aide juridictionnelle et apporter une aide pour la constitution et la rédaction des dossiers d'aide juridictionnelle.

Il vise à promouvoir les modes alternatifs de règlement des différends et / ou à orienter l'utilisateur vers l'interlocuteur adéquat (professionnel du droit, association spécialisée, Défenseur des droits, etc.) susceptible de l'accompagner dans ses démarches. Ce dispositif a également pour but de fluidifier le circuit d'aide juridictionnelle quand la demande de droit de l'utilisateur s'y prête.

Son implantation privilégiée au sein du TGI (éventuellement au sein d'un TI) facilite l'articulation attendue avec les autres services de la juridiction : SAUJ, BAV, BAJ. La proximité géographique de ces différents services d'accueil au sein du TGI facilite la coordination.



Le Service d'Accueil Unique du Justiciable (SAUJ)

Institué par la loi n° 2016-1547 de modernisation de la justice du XXI^e siècle du 18 novembre 2016, le service d'accueil unique du justiciable (SAUJ) *"informe les personnes sur les procédures qui les concernent et reçoit de leur part des actes afférents à ces procédures (...)".* Il a vocation à être l'accueil centralisé et un point d'entrée procédural aussi bien pour les justiciables que pour les professionnels du droit.

A ce titre, il permet, à toute personne :

- D'obtenir des informations sur des procédures en général ou la médiation,
- De mettre à disposition des formulaires permettant de saisir la justice selon le besoin (dossiers d'aide juridictionnelle, requête auprès du juge aux affaires familiales, renonciation à une succession, etc.),
- D'orienter vers le bon professionnel du droit selon le besoin (avocat, huissier de justice, notaire, conciliateur, médiateur, etc.).
- D'accéder aux informations d'une affaire la concernant,
- D'effectuer des actes de procédure pouvant relever d'une autre juridiction.

Les SAUJ peuvent être des relais d'information pour orienter certaines personnes vers les maisons de justice et du droit, les points et les relais d'accès au droit. Ils constituent également des interlocuteurs pour les PAD qui reçoivent des justiciables en proximité ou éloignés des juridictions.

La mise en place de 348 SAUJ à la fin de l'année 2017 sur tout le territoire offre aux CDAD un important et solide réseau d'information sur l'accès au droit.



Le Bureau d'aide juridictionnelle (BAJ)

La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique a institué et cadre les conditions d'application de l'aide juridictionnelle. Elle est accordée aux personnes physiques dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits en justice.

Conformément à la loi, le BAJ est situé au siège de chaque TGI et a pour missions de se prononcer sur les demandes d'admission à l'aide juridictionnelle relatives aux instances portées devant les juridictions du premier et second degré et à l'exécution de leurs décisions.

La loi prévoit également que des BAJ soient institués auprès de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et des Commissions de recours des réfugiés.

Opérationnellement, les personnels affectés au BAJ ont pour missions :

- D'informer le citoyen sur les conditions d'attribution de l'aide juridictionnelle et éventuellement de réorienter le public,
- De mettre à disposition le dossier d'aide juridictionnelle,
- De contrôler et examiner les demandes d'aide juridictionnelle.



Le bureau d'aide aux victimes (BAV)

Les BAV sont situés dans les tribunaux de grande instance afin de renseigner, d'orienter et d'accompagner les victimes d'infractions pénales. Ils sont tenus par des associations d'aide aux victimes. Ils fournissent des informations pratiques et expliquent aux victimes le fonctionnement judiciaire et les procédures en cours les concernant. Gratuit et confidentiel, le BAV répond à un besoin réel du justiciable qui peut éprouver des difficultés à exercer ses droits en raison d'une méconnaissance du fonctionnement judiciaire ou du traumatisme qu'il a pu subir lors d'une agression. Il garantit un suivi personnalisé et une aide de proximité aux victimes.

Les BAV constituent également pour le CDAD un solide relais d'information sur l'accès au droit (objectif de 165 BAV à la fin de l'année 2017).

QUELLE ARTICULATION METTRE EN PLACE ?

La coordination entre le CDAD et les différents services d'accueil et d'aide mis en place au sein des juridictions peut prendre plusieurs formes :

- Une information mutuelle,
- Des actions communes : contribution / organisation d'évènement, formation, présentation de l'accès au droit lors de l'audience de rentrée ou lors des assemblées générales, lors de la journée d'accueil des nouveaux arrivants, etc.
- La mutualisation de certains moyens : espaces de travail, personnel (greffier, secrétaire administratif, volontaire en service civique), etc.

La réflexion sur l'articulation entre le CDAD et les autres services de la juridiction et / ou de la cour d'appel peut permettre d'optimiser la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de l'ensemble des missions en tenant compte des spécificités locales. Cette réflexion relève des chefs de juridiction concernés.

Plusieurs questionnements pourront ainsi être instruits :

- *En cas d'implantation d'un PAD TGI, est-il pertinent de mutualiser l'accueil du PAD et du TGI ? (exemple : mutualisation des espaces d'accueil / de travail, des matériels, de certaines activités telles que gestion de rendez-vous, information, orientation, etc. ?).*
- *Quelle articulation entre le SAUJ (et/ou l'accueil du TGI) et le PAD TGI ? (exemple : mise en place d'un accueil commun du public par exemple ?)*
- *Quelle coordination entre PAD TGI et BAJ au sein d'un TGI ? Les missions du BAJ varient en fonction de la taille de la juridiction, de l'organisation (missions, horaires d'ouverture au public, etc.), des moyens alloués au BAJ (effectif et profils),*
- *Quelles pistes de coordination possibles concernant :*
 - *L'accueil commun par les entités (SAUJ, PAD TGI, BAJ) : mutualisation du personnel pour tout ce qui relève de l'information et de l'orientation du public ?*
 - *La répartition des tâches entre les greffiers du BAJ et de la MJD sur du pré-contrôle des dossiers d'aide juridictionnelle, etc. ?*
- *Quelles mutualisations et/ou coordinations entre le SAUJ, le PAD TGI, le BAV ?*

Ces réflexions nécessitent le concours et une forte implication de plusieurs acteurs au regard de leurs missions respectives :

- Les **chefs de la cour d'appel** (premier président et procureur général),
- Le **magistrat de la cour d'appel, délégué à la politique associative et à l'accès au droit (MDPAAD)**,

- Le **président du TGI**, président du CDAD et, le cas échéant, les présidents des autres TGI situés sur le département,
- Le **procureur de la République**, vice-président du CDAD qui peut entre autres, être le relais sur l'accès au droit,
- Le(s) **directeur(s) des services de greffe judiciaires** qui exercent les fonctions d'encadrement, de gestion et d'administration des services en juridiction,
- Le **secrétaire général (SG) / coordonnateur du CDAD**.

Animée au niveau national par le bureau de l'accès au droit et à la médiation (BADM) du service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes (SADJAV) relevant du secrétariat général du ministère, la politique d'accès au droit implique également une étroite coordination, au niveau national avec différents services du ministère et au niveau local avec leurs services déconcentrés, notamment avec :

- La **Direction de l'Administration pénitentiaire (DAP)** en charge du maintien en détention des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire et de la prévention de la récidive en préparant leur réinsertion et en assurant le suivi des mesures et peines exécutées en milieu ouvert, en collaboration avec des partenaires publics et associatifs.

La direction de l'administration pénitentiaire a notamment autorité sur les établissements pénitentiaires et sur les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) avec lesquels les CDAD organisent des permanences d'accès au droit au sein des établissements pénitentiaires.

- La **Direction de la protection judiciaire de la Jeunesse (DPJJ)** en charge de l'ensemble des questions relatives à la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre.

- La connaissance par les services judiciaires (services d'accueil du réseau judiciaire, PAD TGI, SAUJ, BAV, BAJ) des actions engagées par le CDAD sur l'accès au droit est primordiale pour qu'ils puissent informer et orienter les publics en cas de besoin. Elle favorise la continuité du service public.
- Au sein du TGI, la proximité géographique de ces différents services d'accueil facilite la coordination.
- Réciproquement, il est nécessaire que les membres et partenaires du CDAD aient une

bonne connaissance des différents dispositifs mis en place par l'institution judiciaire pour faciliter l'accès au droit et l'accès à la justice.

- Selon le contexte territorial, l'articulation et la coordination peuvent prendre plusieurs formes :
 - Information mutuelle,
 - Actions communes,
 - Mutualisations de moyens.
- **Au niveau national, le SADJAV doit également s'articuler et se coordonner avec les autres services du ministère comme la DAP et la DPJJ.** Cette articulation sera déclinée par chaque CDAD avec les services déconcentrés de ces directions.